
Revue d'Alsace

Revue d'Alsace

133 | 2007

Histoire régionale Landesgeschichte en France et en
Allemagne 1950/2000

Histoires d'Occitanie

Geschichten von Okzitanien

Philippe Martel



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1475>

DOI : 10.4000/alsace.1475

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2007

Pagination : 217-243

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Philippe Martel, « Histoires d'Occitanie », *Revue d'Alsace* [En ligne], 133 | 2007, mis en ligne le 30 octobre 2011, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1475> ; DOI : 10.4000/alsace.1475

Tous droits réservés

Histoires d'Occitanie

Occitanie ? Histoire d'Occitanie ? Voilà qui pose d'entrée de jeu bien des questions. Au contraire de ce qui se passe pour la plupart des cas de figure évoqués dans ce colloque, les ouvrages dont nous allons parler ne se rattachent pas, sauf exceptions, aux genres familiers aux historiens professionnels. Ici, pas de chercheurs œuvrant dans une équipe reconnue par l'Université, ni de production érudite de membres d'une société savante ayant pignon sur rue. Pas de grande revue prestigieuse pour mettre au coeur de sa problématique l'histoire d'Occitanie. L'Occitanie, c'est essentiellement l'affaire des occitanistes, des militants d'un mouvement au départ culturel, héritier (quelque peu déviant d'ailleurs, mais c'est un autre sujet) du vieux Félibrige de Frédéric Mistral, régulièrement tenté par la perspective d'un passage au politique, de la défense d'une langue à celle du pays où se parle cette langue. La distance par rapport au monde des historiens professionnels est d'ailleurs accrue, s'il était possible, par la méfiance dont les militants ont souvent fait preuve à l'égard d'un monde universitaire perçu comme aux ordres d'une France « jacobine » peu disposée à reconnaître et à accepter l'existence sur le sol « national » de « minorités ». Second problème, lié à la nature même de l'objet que cette historiographie militante s'est choisi : l'Occitanie n'est pas une de ces provinces d'Ancien Régime, immédiatement identifiables sur la carte, comme dans les bibliographies ordinaires, et légitimées par des siècles d'existence institutionnelle, comme la Provence, ou la Bretagne – même si, à moins d'avoir spécialement étudié le sujet, on ne sait communément ni le nom des princes qui ont pu jadis y régner, ni même l'évolution du tracé des frontières de ces provinces. L'Occitanie n'est pas davantage une de ces régions administratives inventées au cours des Trente Glorieuses, pourvues d'un super-préfet et d'un Conseil régional, enjeu régulier de compétitions électorales qui rendent l'existence de la région évidente aux yeux du plus grand nombre. Il n'y a jamais eu, sauf dans un conte de Flaubert, d'Empereur d'Occitanie, ni d'ailleurs de roi, duc ou comte, comme il a existé des comtes de Toulouse ou de Provence, ou des ducs d'Aquitaine. L'Occitanie est au contraire par excellence une entité qui englobe des territoires historiques dont le destin a pu être en fait très divers, de la Gascogne au comté de Nice en passant par l'Auvergne ou le Gévaudan. Difficulté supplémentaire aux yeux de tout spécialiste d'histoire de France, cette entité mord même sur le territoire de pays voisins, l'Espagne

avec le Val d'Aran, l'Italie avec une petite douzaine de vallées des Alpes piémontaises. L'Occitanie n'est pas davantage une circonscription territoriale dont on puisse dater la naissance et la mort, comme ces provinces d'Ancien Régime qui ne survivent pas à leur dépeçage révolutionnaire en départements. Pour parler clairement, l'Occitanie, au départ, ce n'est pas à priori un espace historique, mais un espace linguistique : c'est l'aire de diffusion d'une langue romane spécifique, la langue d'oc ou occitan. De ce fait, c'est un des rares cas de figure dans lequel ce n'est pas le pays qui donne son nom à la langue qu'on y parle, mais le contraire. Et dans la réalité du processus qui a mené à l'émergence dans le débat intellectuel et politique du problème dont il va être ici question, ce qui a été premier, c'est le mouvement de revendication pour la langue : ce n'est que dans un second temps qu'a été identifié le pays de cette langue, et que d'aucuns ont entrepris de doter les différentes composantes de ce pays d'une histoire commune, unissant donc aussi bien la Vallée d'Aspe (Pyrénées-Atlantiques) que celle de la Varaita (province de Cuneo), l'Est de la Charente et le sud de l'Isère. Ce qui pose bien sûr une question : est-il vraiment possible de considérer qu'un espace de langue peut être aussi un espace d'histoire ? On essaiera donc ici de voir dans quelle mesure les auteurs que nous allons rencontrer ont répondu à la question posée, et quel sens ils entendaient donner au récit qu'ils proposent. S'agit-il seulement d'un discours militant, de type nationaliste, prétendant fournir à une revendication contemporaine les preuves historiques de sa légitimité ? Poser la question en ces termes revient à suggérer une réponse positive. Mais, au-delà, doit-on en conclure que seule vaut scientifiquement l'histoire, prise séparément, de chacune des entités territoriales abusivement regroupées sous la bannière de l'Occitanie, et que la communauté de langue ne signifie rien, et ne peut intéresser que le linguiste, non l'historien ?

I. Ce qui fait rêver les historiens occitanistes

Il n'est bien entendu pas question, dans le cadre de ce colloque, de remonter aux origines de ce discours occitaniste sur l'histoire du Midi de la France : ces origines se situent en fait au XIX^e siècle¹. Mais même en nous limitant aux quarante dernières années, en gros, nous avons affaire à un corpus qui, sans être considérable, n'en est pas moins significatif : on y trouve les ouvrages suivants :

- *Histoire d'Occitanie* (Henri Espieux, Agen, Cap e cap, 1970, 245 pp.).
- *Petit livre de l'Occitanie* (Coll., Ardouane, C.O.E.A, 1971, en particulier le chapitre « Histoire de la colonisation » (Jean Larzac), pp. 9-34.).
- *Historique de l'Occitanie* (A. Nouvel, A. Dupuy, Rodez, Subervie, 1975, 110 pp.).

1) Nous renvoyons pour ce qui concerne ce passé à notre article « Histoire d'Occitanie/histoires d'occitanistes », in *Westeuropäische Regionen und ihre Identität*, coll. Mannheim, Mannheimer Historische Forschungen, 1994, pp. 299-313.



Descolonisar l'istòria occitana, T. II (sic), (Jean Larzac, Toulouse, IEO, 1977, 232 pp.).

- *Histoire de l'Occitanie*, coll., (dir. A. Armengaud, R. Lafont, Paris, Hachette, 1979, 948 pp.).

- *Istòria dels païses de lenga occitana/Histoire des pays de langue occitane* (Yves Rouquette, s.l. [Béziers], CIDO/ Ligue de l'enseignement, 1980, 125 pp.).

- *Descolonisar l'istòria occitana*, T. I, (Jean Larzac, Toulouse, IEO, 1980, 308 pp.).

- *700 ans de révoltes occitanes* (Gérard de Sède, Paris, Plon, 1982, 303 pp.).

- *Petita istòria europèa d'Occitània* (Robert Lafont, Perpignan, Trabucaire, 2003, 245 pp.).

Quelques remarques générales pour commencer :

- Nous ne prenons ici en considération que les ouvrages qui se donnent expressément pour objet de retracer l'histoire occitane dans sa totalité, aussi bien du point de vue temporel – du paléolithique à nos jours – que spatial, en excluant du coup aussi bien des ouvrages comme le *Sur la France* de Robert Lafont (Paris, NRF, 1968) qui prend en compte comme son nom l'indique tout le territoire français, ou a contrario l'*Histoire du Languedoc* de l'occitaniste René Nelli, (Paris, Hachette, 1974) que des ouvrages consacrés à une période ou à des événements circonscrits dans le temps – la Croisade albigeoise, ou la révolte viticole de 1907 par exemple². Nous incluons cependant dans notre corpus l'« Histoire de la Colonisation » de Jean Larzac dans la mesure où même s'il ne s'agit que d'un chapitre pris dans un ouvrage plus global, il constitue un abrégé suffisamment parlant du discours historique occitaniste pour mériter d'être pris en considération.

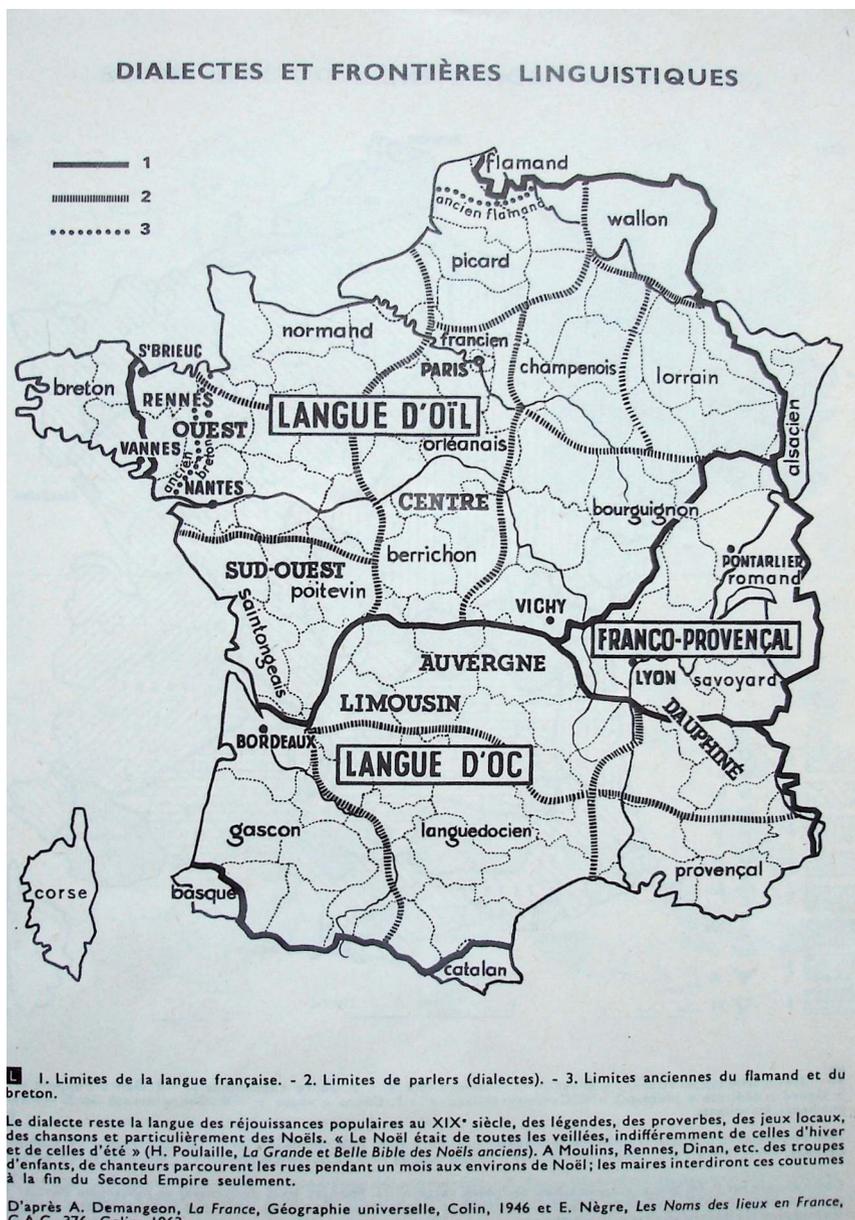
- On voit bien que la plupart de nos titres ont paru au cours d'une petite douzaine d'années, qui correspondent à la période faste de l'occitanisme politique et culturel tel qu'il se développe à la suite des événements de 1968. C'est le moment où l'audience du mouvement cesse d'être confidentielle et où donc se pose la question du discours de justification qu'il doit proposer à ceux qui commencent à découvrir son existence.

- La personnalité des auteurs : ce qui frappe c'est que dans la plupart des cas, il ne s'agit pas d'historiens professionnels. Henri Espieux était fonctionnaire, personnel non enseignant de l'Education nationale ; Jean Larzac est prêtre. Yves Rouquette, frère du précédent, d'ailleurs, était enseignant dans le secondaire, mais en lettres modernes. Alain Nouvel aussi, avec au surplus une spécialisation en linguistique, toponymie notamment. Robert Lafont a mené l'essentiel de sa carrière dans le supérieur, comme enseignant d'occitan. Sa formation de base est à la fois littéraire et linguistique. André Dupuy, autodidacte, était éditeur d'ouvrages concernant le fait occitan. Gérard de Sède était publiciste, spécialiste du mystère très attractif des Cathares ou de celui, non moins attractif, des Templiers. Il faut attendre 1979 et l'*Histoire d'Occitanie* dirigée, aux côtés de Robert Lafont, par André Armengaud, pour voir entrer en lice des historiens de métier.

- Tous ces auteurs ou presque, dans les années 70 et 80, ont en commun d'être liés étroitement au mouvement occitaniste. Lafont en est alors le théoricien attitré. Il est aussi écrivain d'oc, comme Espieux, Rouquette et Larzac. La plupart des membres de l'équipe réunie autour d'Armengaud sont aussi soit militants occitanistes, soit compagnons de route, plus ou moins éphémères d'ailleurs. Et c'est sous l'égide de la principale organisation culturelle d'oc, l'Institut d'Etudes Occitanes, que paraît (quoique chez Hachette) leur travail. De fait, les ouvrages considérés répondent le plus souvent à des commandes, implicites ou explicites, émanant du mouvement. Et on note que ce sont des éditeurs plus ou moins liés au mouvement qui publient – au Sud – la plupart des ouvrages (seuls de Sède et l'équipe d'Armengaud³ ont eu

2) C'est sur ce point que notre présent travail se distingue de l'article pionnier de CHOLVY (Gérard), « Histoires contemporaines en pays d'oc », *Annales ESC* 1978, n° 4, pp. 863-879.

3) Ce qui lui valut d'ailleurs à l'époque d'amers reproches.



recours à un éditeur parisien). Le seul intrus dans ce petit monde est Gérard de Sède, tard venu sur le sujet, et qui semble bien n'avoir jamais fréquenté les lieux et les associations où se rencontraient les autres protagonistes.

- Il s'agit le plus souvent d'ouvrages relativement brefs, compte tenu des dimensions spatiales ou temporelles de leur sujet : seule, l'*Histoire d'Occitanie* de 1979 fait exception, spectaculairement d'ailleurs. Ce que les auteurs entendent proposer, c'est

moins des ouvrages de fond que des sortes de résumés de l'histoire occitane, destinés à fournir au lecteur quelques connaissances et quelques convictions minimales. Le public visé n'est pas vraiment celui des historiens professionnels, sauf, en partie, pour l'histoire dirigée par Armengaud. Du coup, les bibliographies et les appareils de notes⁴ proposés sont souvent réduits. Ce n'est pas non plus, en principe, le seul noyau des convaincus : d'où l'utilisation majoritaire du français comme langue de rédaction, alors que la plupart auraient pu écrire en occitan, en dehors de plusieurs des collaborateurs de l'*Histoire d'Occitanie* de 1979, et sans doute de Gérard de Sède. Il faut ici mettre à part le *Descolonisar l'istòria occitana* de Larzac, et la production toute récente de Robert Lafont, destinée en principe aux maîtres des écoles associatives Calandretas, où l'occitan est langue d'enseignement. Ceux que l'on cherche à convaincre, ce sont des Méridionaux ordinaires, sensibles aux thèmes développés alors par l'occitanisme, mais qui n'ont pas encore franchi le pas de l'adhésion totale.

Si l'on envisage à présent le contenu et les méthodes mis en oeuvre par les divers ouvrages concernés – là encore en mettant à part l'ouvrage dirigé par A. Armengaud et le plus récent, celui de Lafont, on discerne un certain nombre de tendances communes qui définissent les contours de ce que l'on pourrait appeler le discours occitaniste standard sur l'histoire. Un simple regard sur la table des matières de certains de ces ouvrages que nous donnons en annexe fournit déjà quelques indications :

- Dans la plupart des cas, les auteurs entendent bien proposer une contre-histoire, révélant au lecteur la réalité occitane que le discours officiel de l'histoire nationale française est censé occulter depuis des siècles. Les historiens traditionnels, comme nous l'avons suggéré plus haut, sont ainsi mis en accusation pour avoir soit négligé, soit défiguré ce qui fait la spécificité de l'histoire des pays d'oc. Ce que l'avant-propos de l'*Histoire d'Occitanie* d'Espieux exprime en attaquant « l'incuriosité des historiographes de parade, trop heureux de trouver dans les structures politiques qui leur sont imposées, les cadres d'une synthèse toute faite qu'ils auraient été bien incapables de concevoir », et les « interprétations qu'une propagande séculaire s'est employée à enraciner dans les esprits ». L'*Historique de l'Occitanie* de Dupuy-Nouvel pose la question (p. 5) : « n'est-il pas permis de rétablir la vérité après tant de siècles de discrédit » ? Du coup, le fait que les auteurs ne soient pas des professionnels de l'histoire, loin d'être un handicap, finit par constituer un atout : ils ne sont pas prisonniers, eux, du moule imposé aux dits professionnels, et leur regard est neuf. Ils vont donc révéler les vérités enfouies. Tout au plus le Larzac relativement assagi de la fin des années soixante-dix peut-il déclarer en ouverture de chacun des deux volumes de son *Descolonisar l'istòria occitana* qu'il n'est pas historien mais occitaniste lecteur d'historiens, signe que tout compte fait, on peut trouver matière à réflexion même sous la plume suspecte des Gentils : l'essentiel de son travail consistant ensuite à tirer des ouvrages de spécialistes qui ne s'en doutaient guère les preuves qui vont dans le sens de sa vision de l'histoire

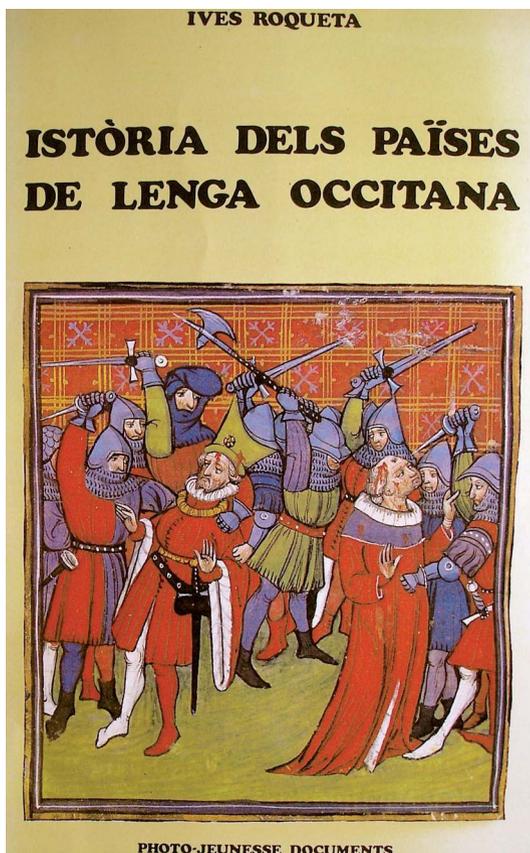
4) Mais un participant au colloque nous a fait remarquer à juste titre qu'il en allait de même pour les histoires de provinces de l'éditeur Privat, dont Ch. Amalvi traite ici-même.

occitane. Ce qui ne l'empêche d'ailleurs pas de parler à leur propos de « redusèires de caps », de réducteurs de têtes.

- Puisque mensonge il y a, il est somme toute normal que le ton utilisé soit souvent celui de l'indignation. Le Larzac pas du tout assagi, lui, du *Petit Livre de l'Occitanie* en 1971 n'hésite pas à manier une rhétorique d'une grande violence, assimilant les annexions successives au Moyen Age des diverses provinces occitanes à autant d'Anschluss. Arrivé à ce point, il ne faut pas s'étonner de lui voir qualifier l'Inquisition de Gestapo, tandis que les guerres de religion du XVI^e sont tout uniment une Croisade, comme la répression de l'insurrection girondine en 1793. Espieux l'avait d'ailleurs précédé dans cette voie, et parlait déjà de croisade autant pour les guerres de religion que pour la répression des Girondins. En

conformité avec le discours occitaniste du temps, Larzac parle aussi de colonialisme et son histoire de 1971 s'intitule tout bonnement « histoire de la colonisation » – un concept qu'Espieux n'ignore pas : il situe les débuts de la colonisation de l'Occitanie au XIII^e siècle... On comprend dès lors le titre des deux ouvrages postérieurs de Larzac : il s'agit de décoloniser l'histoire, en arrachant aux historiens nationaux les preuves qu'ils révèlent à leur insu, en attendant, peut-être de décoloniser non plus seulement l'histoire mais le pays lui-même, quand ayant retrouvé la conscience de son identité, il saura s'arracher à l'emprise de « l'enemic dins la clòsca », l'« ennemi dans le crâne », ce surmoi français qui lui a été imposé au fil des siècles.

- Les auteurs sont conscients bien entendu de la difficulté principale qu'ils vont rencontrer : les dimensions de l'Occitanie, en l'absence de tout exemple historique d'une unification durable autour d'un même pouvoir autonome, font que chacune des composantes de l'espace occitan a sa propre histoire. Il faut donc effacer au maximum cette diversité, en insistant sur ce qui est commun à l'ensemble de ces composantes, et en minorant du même coup la dimension proprement « provinciale » de l'histoire de chacune d'elles. Le ton est donné dès l'*Histoire* d'Espieux, qui salue ainsi la création



par Dioclétien du diocèse de la Gaule Viennoise : « Pour la première fois depuis -121, les terres occitanes, longtemps divisées en Narbonnaise et en Aquitaine, retrouvent leur unité ». On admire au passage comment la Gaule Méridionale préromaine est présentée tranquillement comme déjà occitane, et déjà une et indivisible. Il confirme un peu plus loin : « Nous avons vu qu'avec le III^e siècle, Rome reconnaît sur le plan administratif l'unité profonde du domaine occitan » (p. 50). Suit la période néfaste des « siècles noirs » de 511 à 1000, quand, suite aux agissements du Franc « Hlodowig (Clovis) », ce « roitelet salien », l'unité antérieure est rompue au profit de l'individualisation de l'Aquitaine (alias « Occitanie occidentale »), de la Provence, et entre les deux, pour deux siècles, de la Septimanie. Il faut attendre les X^e et XI^e siècles pour retrouver « les pays d'oc toujours divisés mais en voie de reconstruire l'antique Gaule Viennoise autour de dynasties rivales de Toulouse et de Barcelone » (p. 66). La croisade met fin au processus, et inaugure une période longue de « démantèlement de l'Occitanie » (p. 120), entraînant logiquement une « décadence » (p. 146). Mais avec la Réforme ressurgit, après la Saint-Barthélemy, « une Occitanie neuve », une « Occitanie victorieuse », « forte de l'union de deux religions, comme aux temps qui suivirent la victoire de Beaucaire » [en 1217 contre Simon de Montfort] (p. 159). Abordant ensuite l'insurrection girondine, il ne manque pas de souligner qu'elle affecte pour l'essentiel « les seuls départements occitans, de Bordeaux à Toulon ». Il y a Lyon, aussi, bien sûr, mais c'est normal, puisque la « grande métropole franco-provençale » est « traditionnellement orientée vers le Sud », presque occitane, donc. Quant à la Normandie et à Bourges, également fédéralistes mais irrémédiablement non-occitanes, même avec la meilleure volonté du monde, Espieux les écarte (explicitement) d'un revers de main comme sans signification... (p. 181). Et tout le récit est traversé de références comparatives avec la Croisade contre les Albigeois. Larzac en 1971 établit lui aussi la continuité de fait entre l'Aquitaine wisigothique, l'Occitanie du XII^e siècle, et « l'Occitanie ouverte à tous » du dernier quart du XVI^e siècle, autour de la résistance protestante. Là encore, toutes les régions occitanes sont incluses dans ces grands ensembles – y compris donc celles qui n'ont jamais été concernées ni par les Wisigoths, ni par la Croisade, ni par les « Provinces unies du Midi ».

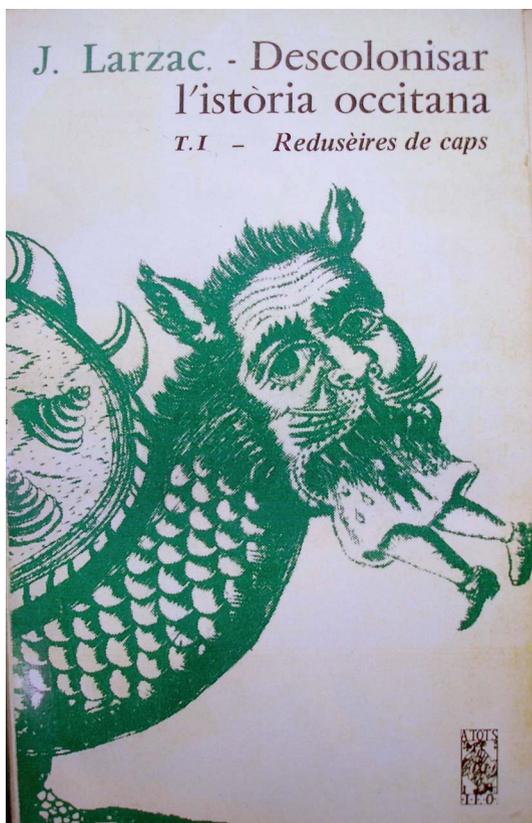
Dupuy et Nouvel contournent la difficulté d'abord au prix d'un artifice sémantique : il leur suffit de choisir finement les titres de leurs grands chapitres, en y incluant à chaque fois le nom d'une des grandes « provinces » qui composent l'ensemble occitan, au moment où ce nom désigne dans le langage contemporain une réalité territoriale plus ample, ce qui en fait opportunément un synonyme du mot magique Occitanie : on passe ainsi de l'Aquitaine du haut Moyen Age, héritière du « diocèse d'Aquitaine au IV^e siècle » (il a sa carte p. 20, et il inclut la Provence) à la « Provence » du XII^e siècle, dont on explique qu'elle recouvre en fait toutes les « provinces qu'on avait appelées auparavant du nom d'Aquitaine » (p. 36 ; c'est une citation de *l'Histoire Générale du Languedoc* de Dom Vaissète, au XVIII^e siècle...). Vient ensuite le temps de « la langue d'oc ou Occitania », expression forgée par l'administration capétienne après la Croisade, et dont on nous dit bien qu'elle désigne la totalité des terres du Sud avant de se voir ensuite limitée à la seule province de Languedoc. En guise de preuve,

une carte des pays de droit écrit, des Alpes à l'Atlantique (p. 48). On retrouve Dom Vaissète un peu plus loin, à propos des Temps Modernes, lorsqu'il indique qu'on « appelle depuis longtemps en France, du nom général de Gascogne et de Gascons les pays et les peuples situés à la gauche de la Loire où on parle encore l'ancien provençal » (p. 58). Le chapitre suivant, pour le XIX^e siècle, utilise le mot Midi, avant que le parcours s'achève, avec la renaissance d'oc, sur un salut à l'Occitanie retrouvée. Ainsi donc, disent nos auteurs, tous ces noms particuliers, qui pour le profane renvoient chacun à une province bien déterminée, ont en fait tous désigné à un moment ou à un autre la totalité des terres d'oc. Et c'est ainsi qu'à travers un émiettement apparent au fil des siècles, la conscience

obscur d'une unité profonde a survécu sans discontinuité. Ce qu'il fallait démontrer. Bien entendu, nos auteurs font un sort aussi bien à l'Etat fédéral institué dans le Sud après la Saint Barthélemy, un « Etat séparatiste [qui] s'appuie sur le Midi tout entier » (p. 62), qu'au fédéralisme girondin et sa « république fédérative qui s'étendrait de Lyon à Bordeaux et que l'on appelait déjà la République du Midi » (p. 72).

Or donc, puisque tous les pays du Sud, au-delà de leur diversité apparente, appartiennent à un même ensemble, tout ce qui s'y passe est du même coup « occitan » et tous les hommes célèbres qui y sont nés sont baptisés ipso facto « Occitans » même quand c'est au niveau national français que s'est exercée leur action. Espieux présente ainsi dans un chapitre assez échevelé sur la psychologie de l'Occitan toute une galerie de représentants typiques de l'espèce parmi lesquels on retrouve Jaurès, Montaigne, Montesquieu, Auguste Comte, Jean-Paul Sartre, Paul Valéry, Pagnol, Pascal, Gambetta, Mirabeau, Thiers, Fénelon. Dupuy et Nouvel pensent quant à eux que la constante du caractère occitan, c'est la foi – et de citer les exemples de Teilhard de Chardin, saint Vincent de Paul, Jaurès, Garaudy, Sangnier... –.

En bref, l'histoire locale de chacune des parties de l'espace occitan n'est prise en compte que dans la mesure où elle peut entrer dans un cadre général ; au risque bien



sûr que les originaires de ces provinces n'y retrouvent pas plus leur histoire qu'ils ne la retrouvent dans l'histoire nationale française...

On devine à partir de ce qui précède que le travail de nos historiens ne consiste pas seulement à restaurer l'unité d'un espace et d'un peuple, mais s'applique aussi au temps : il s'agit pour eux d'organiser les événements ponctuels qu'ils rencontrent sur l'espace prédéfini de leur Occitanie autour d'un axe temporel qui donne un sens à l'enchaînement de ces événements. Leur cavalcade à travers les siècles, les provinces et les personnages n'a rien d'anarchique : elle révèle une cohérence profonde, ce qu'on pourrait appeler un cycle long de l'histoire occitane, définissant un destin singulier.

Il nous paraît que ce cycle s'organise autour de l'alternance de phases de libération occitane et de phases de répression venue du Nord. Le pivot du système étant, on le devine d'après ce qui a été dit plus haut, l'épisode fondateur de la Croisade des Albigeois du XIII^e siècle, catastrophe qui détruit la « brillante civilisation » occitane du siècle précédent. Civilisation marquée, disent tous nos historiens, par la simultanéité de l'émancipation politique des communes urbaines, l'émancipation littéraire des Troubadours, et l'émancipation religieuse que représentent les hérésies, tolérées par des populations dépourvues – elles ! – de tout fanatisme. Ce schéma binaire se retrouve pour des événements antérieurs : Larzac, en 1971, sous le titre « Préhistoire des croisades anti-occitanes », raconte ainsi la « répression » des Wisigoths par Clovis en 507, suivie d'une « razzia chez les civilisés », puis, au VIII^e siècle, l'alliance (éphémère !) entre les Musulmans et d'une part le duc d'Aquitaine, et d'autre part le duc provençal Mauront : alliance brisée dans le sang par Charles Martel et ses successeurs (p. 10)⁵. Après la Croisade, le schéma se reproduit, et nous retrouvons chez la plupart de nos auteurs les moments-phare que nous avons déjà rencontrés : l'Occitanie du XVI^e siècle, où les Protestants cherchent avec des catholiques compréhensifs à bâtir une fédération déjà républicaine et voient leur tentative mise à mal autant par le fanatisme ligueur (et tant pis si en réalité toute une partie du Midi suit la Ligue...) que par l'opportunisme d'un Henri de Navarre qui quoique Béarnais trahit la cause occitane (et accessoirement, le protestantisme, mais c'est apparemment moins grave...) au profit du trône de France. Il faut ensuite, au-delà de l'épisode camisard et des grandes révoltes populaires du XVII^e, (de Sède ajoute la Fronde avec l'Ormée bordelaise, un essai de République) attendre 1793 pour voir de nouveau s'opposer, les armes à la main, les Occitans girondins, adeptes d'une révolution modérée et décentralisatrice, et les Montagnards venus du Nord, adeptes, eux, de la centralisation jacobine et, accessoirement, de la Terreur. Ce qui est accessoire dans ce dernier cas, c'est le fait, dont nos auteurs sont bien conscients, que les Girondins sont fondamentalement des bourgeois, ce qui après 1968 et compte tenu des choix idéologiques professés alors par la majorité des militants occitanistes est assurément un mauvais point (de Sède est le seul à éliminer l'épisode – ne lui accordant qu'une mention rapide en introduction). Le cycle se poursuit ensuite, avec la Seconde République et la naissance de la Troisième : Larzac note que les départements « rouges » de 1849 sont déjà ceux

5) On retrouve l'épisode chez Espieux (p. 62) comme chez de Sède (p. 24).

qui voteront pour François Mitterrand en 1965, et que la Commune de Paris a suscité des répliques dans le Midi. Dupuy et Nouvel parlent de même d'une première « Ligue du Midi », pour l'insurrection de décembre 1851 – qui a échappé à Larzac, et d'une seconde Ligue pour les mouvements communalistes de 1870-71. Espieux de son côté note avec satisfaction que la résistance au coup d'Etat de 1851 « ne touche que les départements occitans » (p. 207). Tout au plus concède-t-il l'existence de mouvements semblables dans l'Yonne et la Nièvre, soit « en Francie ». Yves Rouquette lui aussi célèbre les révoltes de 1851 et de 1871. Pratiquement tous nos auteurs font bien sûr un sort à l'insurrection viticole de 1907, bien que son caractère progressiste ne soit pas des plus évidents (mais il s'agit de lutter contre Paris, ce qui n'est déjà pas si mal, il faut croire). Seul, curieusement, Espieux rejette ce dernier épisode d'un revers de main et dans une note de bas de page (p. 211).

D'une manière générale, on note que ce qui retient l'attention de nos auteurs, c'est une certaine catégorie d'événements, les plus dramatiques, et placés souvent sous le signe de la révolte – d'où le titre de Gérard de Sède, qui ne donne d'ailleurs pas une histoire suivie, mais une suite de flashes sur chacune des révoltes ponctuelles qu'il sélectionne. Ce qui au demeurant se comprend : compte tenu de l'ancienneté de l'annexion de la plupart des régions occitanes par la France, les seuls événements qui puissent révéler une tentative des pays d'oc pour se démarquer du reste du pays sont des révoltes. Les moments où les Occitans ne bougent pas, et somme toute obéissent tranquillement aux autorités, les régions occitanes qui ne se révoltent pas, rien de tout cela n'a réellement d'intérêt. De même, la plupart des histoires dont il est ici question ne prennent en compte que des événements, précisément, et négligent tout ce qui relève de la longue durée : peu de choses sur les structures anthropologiques, sur les mentalités, sur les systèmes agraires, l'économie – sauf quand il s'agit de démontrer que l'inclusion dans l'espace français se traduit inmanquablement après un temps plus ou moins long, par la ruine des quelques poches d'activité qui ont pu fonctionner à un moment ou à un autre : le thème du sous-développement des périphéries méridionales de la France, découvert et popularisé dans l'après-guerre, et régulièrement remis au goût du jour par les contradictions de l'expansion économique des Trente Glorieuses, sert ici de fil rouge, et permet de formuler un nouveau grief à l'égard du Nord. En fait, en dehors de la révolte, seule la dimension culturelle, littéraire et linguistique pour l'essentiel, trouve sa place dans le récit occitaniste de cette époque : ce qu'il s'agit de montrer, c'est qu'a toujours survécu, même dans les pires moments, une expression littéraire d'oc qui témoigne, à elle seule parfois, de la persistance de l'identité occitane. Et c'est alors qu'on se souvient que beaucoup



Robert Lafont
Professeur et auteur occitan

de nos auteurs sont des écrivains, ou des spécialistes de langue et de littérature. Un dernier trait, commun à tous : c'est le Moyen Age, et d'une manière générale tout ce qui précède la Révolution qui occupe quantitativement la plus grande place, comme si au cours des deux derniers siècles l'Occitanie rebelle s'essouffait. Est-ce un hasard si les diverses histoires provinciales non occitanistes font de même alors, et traditionnellement, peu de place à ce qui suit 1789⁶ ?

- Nous avons jusqu'ici décrit une sorte de patrimoine discursif partagé par tous nos auteurs. Ceci ne veut pas dire qu'ils sont d'accord sur tout, et qu'ils ont tous la même vision de ce qu'est leur Occitanie. On peut distinguer deux courants, non point antagoniques – car il n'y a pas vraiment de débat organisé – mais qui se juxtaposent sans se confondre totalement. Un premier courant, incarné par Espieux et Dupuy-Nouvel, pourrait être défini comme essentialiste, dans la mesure où il met l'accent sur une sorte de personnalité occitane collective et somme toute éternelle, une âme d'oc, ou un esprit – en occitan un *èime*, présent dès les origines de l'ethnie, et fondé sur quelques traits caractéristiques : le goût de la liberté, la tolérance, joint à un esprit profondément religieux, au fond. Les auteurs qui adhèrent à cette vision identifient volontiers le moment de l'expression la plus pure de cette âme d'oc avec l'Occitanie du XII^e siècle, celle des Troubadours, des Cathares et des Vaudois, et les « valeurs » humanistes, forcément humanistes, qui animent cette société, avant que la catastrophe et la France ne l'atteignent. Ces valeurs se résument en un mot, lancé par la *Cançon de la Crosada* du XIII^e siècle, la notion de *Paratge*, dont la caractéristique essentielle dans le texte fondateur est qu'elle fonctionne comme allant de soi sans que l'auteur anonyme du texte ne juge jamais utile de la définir plus précisément, se bornant à la présenter toujours comme la plus positive et la plus mobilisatrice qui soit. L'occitanisme du XX^e siècle s'empare de ce *paratge* avec gourmandise, sans chercher davantage à comprendre ce que peut être son contenu. Il suffit qu'il apparaisse comme le résumé le plus idoine de l'âme d'oc, et en même temps, lui confère, combiné avec la Tolérance qu'on lui prête, un certificat de Démocratie...

A côté – et pas vraiment en face – c'est une autre façon de voir les choses que l'on entrevoit à travers la prose des deux frères Rouquette, ou de Gérard de Sède, le tard-venu : ici, ce qui fait la spécificité de l'histoire occitane, c'est l'aptitude à la révolte. L'Homme d'oc n'est plus ici celui qui honore *Paratge*, (absent ou à peine évoqué sous leur plume) mais celui qui dit non – au Roi, à l'Eglise, aux Jacobins. Il ne se définit pas par ce qu'il est, intrinsèquement, mais par ce qu'il fait, par ses actes, le rejet de l'ordre établi. Les héros ne sont plus les Troubadours et les Cathares, mais chez les deux Rouquette et dans le sommaire du livre de de Sède avec chacun leur chapitre les Tuchins du XIV^e siècle, et leurs successeurs les Croquants, les Camisards, les Communards et les maquisards. Bien sûr, puisque ce sens de la révolte se manifeste à toutes les époques, le lecteur est induit à penser qu'il ne s'agit pas de la réaction ponctuelle à une situation concrète donnée, mais d'une prédisposition au grand refus

6) Et c'est sur 1789 que se termine la première édition (1948) du *Que sais-je ?* de Busquet et Bourrilly consacré à la Provence.

qui, traversant les siècles, fait partie en quelque sorte de l'héritage plus ou moins conscient du Peuple. Où l'essentialisme, en apparence moins affiché que dans le cas du courant que nous avons vu précédemment, n'en est pas moins très présent. Bref, que l'on soit sur le versant le plus essentialiste ou le plus populiste, du côté d'une aile « droite » ou d'une aile « gauche » de l'occitanisme, dans les deux cas c'est bel et bien à un discours nationaliste que l'on a affaire.

II. De la politique à l'histoire, et retour

Nationaliste ? Au fond, tous les éléments qu'un discours de cette nature peut mobiliser sont là. Il y a les ancêtres – qui préexistent même à la langue qui donne son nom au pays et constitue le signe le plus évident de l'existence du Peuple. Il y a le Peuple, justement, avec son tempérament national, ses qualités plutôt flatteuses et ses héros/héros favoris, l'Hérétique et le Rebelle. Il y a le territoire – tautologiquement, celui de la langue, puisque l'histoire n'offre guère d'autres frontières alternatives. Et, bien sûr, il y a l'élément indispensable, l'Ennemi Héritaire, en l'occurrence le Français du Nord, et son État centraliste.

On aura compris que le propos de nos auteurs n'est pas fondamentalement scientifique. Pour dire les choses crûment, on n'a pas ici affaire à une démarche qui consisterait à poser des questions qui permettent de produire un savoir, mais à une démarche qui impose d'abord des réponses, dont l'objectif est de mobiliser deux publics, celui des militants conscients dont la foi doit être étayée de références plongeant dans le passé commun du Peuple, et celui des Méridionaux ordinaires en quête d'une identité qu'on leur propose clé en mains. On a affaire à une production engagée, liée à un discours plus général, de nature revendicative. C'est pourquoi nous ne jugeons pas utile de procéder à une critique en règle des thèses que nous avons vu exposer⁷, et qu'il convient de juger moins à l'aune de sa pertinence scientifique qu'en fonction du projet au service duquel elle se met.

Nous avons parlé de nationalisme. Mais la première caractéristique du projet occitaniste des années 1970 c'est qu'il n'est pas séparatiste. On ne trouve pas l'équivalent dans la mouvance occitaniste, et ce depuis ses origines félibréennes au XIX^e siècle, des franges les plus extrémistes du bretonnisme, ou des mouvements corse, ou basque. Pour l'essentiel, dans les années dont nous parlons, l'occitanisme revendique plutôt une autonomie administrative et culturelle, dans le cadre d'une France fédéralisée, le tout sous le signe d'un socialisme appelé à corriger les inégalités de développement économique qui caractérisent l'espace français depuis la révolution industrielle au moins. D'où l'insistance mise par nos auteurs à souligner les uns le goût ancestral de l'Homme d'Oc pour la Liberté et la démocratie, les autres son sens héréditaire de la révolte contre l'oppression.

7) Nous renvoyons pour cela à l'article de Gérard Cholvy cité plus haut.

Il s'agit aussi d'offrir aux militants un discours compensatoire et consolant autant que mobilisateur. Car, on l'aura remarqué, le cycle de l'histoire occitane, avec sa succession de soulèvements libertaires et de répressions venues du Nord, se termine toujours de la même façon, par la défaite du camp du Bien. Ce sont toujours les barbares qui gagnent ! La seule satisfaction offerte au lecteur militant, c'est la certitude qu'il est justement dans le camp du Bien, et que somme toute, de siècle en siècle, le retour cyclique des mêmes événements garantit que survit la petite flamme de la révolte.

Ce discours n'a pas grand chose d'original. On retrouve ses fondements dès les premiers historiens liés à la renaissance d'oc du XIX^e siècle. Nous avons essayé de montrer ailleurs que le cycle liberté occitane/répression française avec son pivot médiéval est déjà en place dès les travaux du premier historien « occitaniste », Mary-Lafon sous la Monarchie de Juillet⁸. Au-delà, on voit bien la parenté qui unit ce système au modèle national français : le discours sur l'histoire de France lui aussi repose sur la répétition de siècle en siècle des mêmes composantes cycliques : conjonction de la guerre étrangère et de la guerre civile, entraînant la Nation aux bords de l'abîme, jusqu'à ce que – troisième temps – une personnalité charismatique, un Sauveur de la Patrie, réalise autour de lui l'unité du peuple français, boute dehors l'étranger, châtie les traîtres et permette à la Nation de repartir gaiement vers l'avenir⁹. Nos historiens occitanistes ont somme toute été à bonne école – l'école française¹⁰.

Ceci dit, ce qui sépare la mythologie occitaniste de la mythologie française, c'est son impact en société. Certes le discours occitaniste a pu trouver quelques relais : par exemple à l'occasion de la célébration en 1970 à Aigues-Mortes de l'anniversaire de la mort de « Saint Louis », vigoureusement contestée par des militants qui rappellent que ce roi est aussi celui qui prépare l'annexion du Languedoc et soutient la répression inquisitoriale. La presse nationale elle-même se fit l'écho de ces protestations, et c'est sur leur rappel que s'ouvre le livre de Gérard de Sède. Par ailleurs, la chanson militante qui se développe à la même époque mobilise volontiers des références précises à l'histoire martyrologie de l'Occitanie. Son meilleur représentant, Claude Marti peut ainsi consacrer une chanson à la mutinerie du 17^e, en 1907, une autre à Montségur, l'un des derniers bastions cathares, et saluer au passage les « cinquante révoltes paysannes », ou les luttes ouvrières des mineurs de l'Aveyron. En quelques vers, et en quelques notes se trouve ainsi vulgarisé pour un public infiniment supérieur au lectorat de nos auteurs l'essentiel de l'histoire dont nous parlons ici. Certes. Mais il manque l'indispensable : un appareil d'Etat capable de relayer le message dès la

8) Cf. notre article de 1994 déjà cité, et, pour plus de détails sur Mary-Lafon, notre article « Les historiens du début du XIX^e siècle et le Moyen Age occitan : Midi éclairé, Midi martyr ou Midi pittoresque », *Romantisme* n° 35, 1982, pp. 49-71.

9) Michel Winock propose un autre système ternaire : 1) la France a toujours été divisée, 2) l'Histoire de France est miraculeuse, 3) l'homme providentiel (in « Jeanne d'Arc », in *Les Lieux de mémoire*, ed. Quarto Gallimard, T. 3, pp. 4467-4468).

10) Ce que Larzac reconnaît lui-même, en citant assez honnêtement une remarque faite à son encontre par Michel de Certeau : « En fait, la référence est française, et son négatif seul semble permettre encore de désigner l'histoire occitane » (*Descoloniser...* T. 1, p. 87).

petite enfance, à travers l'enseignement de l'école, à travers aussi des lieux de mémoire valorisés, familiers à tous, et l'inculcation des grandes dates et des grands personnages de l'histoire nationale. L'histoire occitane a pour vecteur les ouvrages dont nous avons parlé : nous en ignorons le tirage, mais il est peu probable qu'il ait dépassé les quelques milliers d'exemplaires – sinon les quelques centaines. Rien de comparable avec ce qu'ont pu représenter, pour des générations de petits Français, les illustrations des vieux manuels et l'histoire telle qu'on la raconte à la communale. Et par ailleurs, ce discours occitaniste a, comme on peut l'imaginer, été accueilli très fraîchement par la critique universitaire, quand celle-ci a daigné se pencher sur lui. On signalera ici deux réactions caractéristiques : d'abord celle du vétéran Henri Marrou, qui donne à la revue *Esprit* en janvier 1975 un article tonitruant (mais pas toujours de bonne foi, ni bien informé) intitulé « Il n'y a jamais eu d'Occitanie » – dans lequel il indique d'ailleurs clairement qu'à ses yeux, seule vaut l'histoire nationale, l'histoire locale étant sans intérêt. Second exemple, déjà cité, l'article critique que Gérard Cholvy publie en 1978 dans les *Annales ESC*, et dans lequel il décortique sans complaisance un certain nombre d'ouvrages émanant de la mouvance occitaniste. Et il n'a bien sûr aucun mal à en révéler les faiblesses. Bref, sans la caution des experts, et sans relais vraiment efficaces, on voit que le discours occitaniste a du mal à s'imposer durablement au-delà du cercle des militants occitanistes. Et il y a d'autres facteurs encore plus décisifs.

- D'abord une contradiction intrinsèque. Nous avons dit que le nationalisme indéniable de ce discours ne débouchait pas sur un véritable séparatisme. En d'autres termes, on explique avec indignation à l'Occitan du XX^e siècle que tout au long des siècles ses ancêtres ont subi l'oppression du Nord, que ce Nord incarne une brutalité, un fanatisme, un despotisme centraliste incompatible avec les valeurs propres à l'Homme d'oc, valeurs faites de tolérance et de goût pour la Liberté ; tout cela pour conclure finalement qu'il n'y a pas lieu de préparer la Revanche Finale, celle qui devrait normalement déboucher sur un grand règlement de compte permettant de débarrasser pour toujours le sol sacré de la patrie de l'envahisseur. On ne suggère même pas, au contraire des précurseurs du XIX^e que somme toute, à force de côtoyer les Occitans, les Français eux-mêmes ont fini par évoluer dans le bon sens, et qu'en quelque sorte, ce sont les Occitans, qui, à l'usure, ont gagné et pris le dessus en France... Bref, tant de rancoeur et d'indignation patriotique dépensées pour en arriver à l'idée qu'il est urgent de décentraliser la France. A un certain point, le décalage entre la rhétorique et la réalité du programme concret développé par le mouvement ne peut qu'apparaître aux yeux de l'observateur. Et du même coup le discours en devient inaudible.

- Autre chose : on l'a dit, l'âge d'or de la production historiographique occitaniste la plus radicale se situe dans la première moitié des années 70 – de Sède arrive déjà trop tard. C'est que dans cette période, la violence du discours peut rencontrer, avec les limites que nous venons de voir, une certaine audience, dans la mesure où c'est alors que l'occitanisme rencontre son audience maximale. Une dizaine d'années après la fin des guerres coloniales, l'usage du mot colonialisme éveille des échos, quand il accompagne des revendications concrètes liées à la contestation aussi bien du sous-développement économique et des limites de la décentralisation que du statut fait

par le monde de la culture et de l'éducation nationale aux expressions linguistiques et culturelles minoritaires. C'est le temps où le mot d'ordre occitaniste *Volèm Viure al País* (nous voulons vivre au pays) exprime un sentiment assez répandu dans les populations du Midi français : le refus d'une évolution économique qui condamne les activités traditionnelles du pays – agriculture, vieilles industries, et ne laisse d'autre choix à la jeunesse – diplômée notamment, que le départ vers des régions plus riches.

Mais la crise consécutive au choc pétrolier du milieu de la décennie change la donne : les régions touchées de plein fouet sont alors justement les plus anciennement industrialisées, et du coup le sous-développement méridional – comme d'ailleurs le sous-développement breton – perdent le caractère scandaleux qu'ils pouvaient avoir du temps des insolentes Trente Glorieuses. D'autant plus que les secteurs les plus menacés à la période précédente – la vigne, les mines – renoncent, pour des raisons diverses, aux luttes entreprises auparavant. Tandis que le reflux des mouvements nés de Mai 68 enlève bonne part de son attractivité à la contestation occitane, et dégarnit les rangs des groupuscules qui la portaient. D'où le changement radical qui va alors s'instaurer en société dans le rapport au local. Vouloir vivre au pays, cela veut dire désormais dans la conscience des contemporains l'aspiration à vivre dans un environnement familial, proche des racines que l'on a ou que l'on veut se donner, de préférence dans une campagne ou un paysage préservé, loin d'une société post-industrielle polluante et décevante. A qui rêve de ce pays-là, l'occitanisme de la période précédente n'a pas grand chose à dire. Ce n'est plus le temps de la révolte, mais celui du repli individuel sur un refuge rassurant. Plus grave : ce n'est plus le temps de la référence, trop abstraite au fond, à cette grande Occitanie qui va de l'Atlantique à la plaine du Pô, et dont le destin traverse les siècles. Le temps est à présent à l'ici et maintenant, à un terroir limité, vécu directement au quotidien et que tant de livres à succès célèbrent alors, sur le ton de la nostalgie. A quoi peuvent dès lors servir les Troubadours et les Cathares, ou les Camisards, – sauf si l'on vit dans un département qui en fait un argument touristique et un fond de commerce ? Ce que le public demande désormais, c'est une histoire de proximité, celle des lieux qu'il connaît, celle des populations qui les ont habités, avec leurs travaux et leurs usages pittoresques. C'est le temps des écomusées, quand ce n'est pas celui des cercles généalogiques, par lesquels on passe d'une histoire collective à une histoire individuelle.

L'occitanisme a-t-il vu ce qui se passait, et a-t-il tenté de corriger le tir ? Nous avons laissé de côté jusqu'à présent quelques ouvrages. Il y a les deux tomes de *Descolonisar l'istòria occitana*, dans lesquels Larzac, revenu de son enthousiasme initial, tente d'approfondir sa lecture de l'histoire occitane en l'étayant de références plus précises aux travaux les plus récents émanant de l'histoire universitaire – de fait on est au temps où, de Vovelle à Castan ou à Bercé, ou de Garrisson à Bonnassie, les diverses périodes de l'histoire du Midi de la France, dans ses différentes régions, commencent à faire l'objet de travaux considérables et novateurs. Ce qui fait l'intérêt du travail de Larzac, et en même temps ses limites, c'est sa tentative de concilier l'enseignement de ces auteurs avec le maintien d'une ligne interprétative qui reste assez radicale.

Dès 1973, la principale organisation culturelle occitaniste, l'Institut d'Etudes Occitanes, avait lancé le projet d'une grande *Histoire d'Occitanie*, confiée à une équipe d'historiens professionnels, certains d'entre eux universitaires déjà confirmés¹¹, sous la direction d'André Armengaud et de Robert Lafont. Le travail de rédaction s'échelonne en gros de 1975 à 1977 et aboutit à une publication en 1979. Le changement par rapport aux publications antérieures est patent : d'abord du fait des dimensions de l'ouvrage, mais aussi parce que là où auparavant un seul auteur, non-historien, entreprenait de donner sa lecture de l'histoire de plusieurs millénaires, on a ici recours pour chaque période à des chercheurs spécialisés. Et le but de la démarche est implicitement de rompre avec les approximations ou les outrances antérieures, en mettant les acquis des recherches les plus récentes au service d'une interrogation sur ce qu'a pu être la spécificité de l'histoire du Midi français. La dimension militante n'est pas totalement absente, mais elle est seconde par rapport à une demande de scientificité et de sérieux. Cet ouvrage tiré à plus de 12 000 exemplaires, a rencontré son public. Mais, contrairement à l'espoir exprimé par André Armengaud dans son introduction, il n'a pas suscité dans le milieu scientifique le débat espéré. Peu de comptes rendus l'ont salué – et parmi les rares qui ont paru, tous n'étaient pas laudatifs. Quant aux occitanistes, s'ils ont acheté l'ouvrage nous ne jurerions pas qu'ils l'aient beaucoup lu – et le compte rendu que Larzac en a fait indique que ceux qui l'ont lu ne l'ont pas forcément aimé. De fait, perçu avec méfiance comme militant par les historiens, le livre a été perçu comme trop universitaire par les activistes. Ajoutons que pour les premiers a aussi pu jouer le fait que le cadre normal d'une recherche universitaire d'histoire régionale, c'est la région, justement, soit un espace nettement plus réduit que la grande Occitanie dont parle l'ouvrage dirigé par Armengaud. De fait, on voit bien que les auteurs eux-mêmes ont éprouvé des difficultés à maîtriser la totalité de cet espace, alors même que par nature, leurs travaux antérieurs avaient souvent porté sur des régions, des périodes, des problématiques bien déterminées, qu'il s'agisse de l'histoire des communautés villageoises languedociennes, ou du protestantisme méridional au XVI^e siècle, ou de la viticulture du bas-Languedoc. Après tout, Armengaud lui-même avait essentiellement travaillé sur l'Est aquitain, avant d'aborder, avec l'histoire démographique des problématiques bien plus générales. Par ailleurs, on remarque que le plan même de l'ouvrage juxtapose chapitres proprement historiques et appendices linguistiques et littéraires confiés non à des historiens mais à des linguistes ou spécialistes de littérature : on ne saurait mieux avouer que ces éléments culturels, fondamentaux pourtant dans la définition de ce que peut être l'espace occitan, étaient d'entrée de jeu perçus par l'équipe comme ne relevant pas prioritairement du territoire de l'historien.

Quant au manuel plus récent de Lafont, qui résume en quelque sorte la pensée d'un homme qui, quoique non-historien de formation, a toujours manifesté un grand

11) Pas si nombreux d'ailleurs. Si nous-même, à 23 ans, professeur de lycée débutant, avec une agrégation et une maîtrise sur le Moyen Age occitan pour tout bagage avons été intégré à l'équipe, c'est moins en vertu de nos mérites que parce que personne de plus qualifié ne s'était porté volontaire pour traiter du Moyen Age...

intérêt pour l'histoire, il entend présenter à des maîtres de primaire un résumé simple de l'histoire occitane, resituée, comme le promet le titre, dans un cadre européen – c'est même un des rares auteurs de notre corpus à parler plus qu'incidemment des Occitans non français du Piémont. Mais on note que pour l'essentiel, c'est encore d'une histoire évènementielle qu'il s'agit. On y retrouve les événements traditionnellement retenus par l'historiographie antérieure, mais avec une distance critique dont cette dernière était souvent dépourvue. En revanche, peu de place est laissée à l'analyse des structures anthropologiques et à l'histoire économique et sociale, sauf pour ce qui concerne les deux derniers siècles, sur lesquels Lafont avait déjà eu l'occasion de travailler depuis les années soixante, autour de la problématique du sous-développement et du « colonialisme intérieur », concept qu'il avait alors popularisé, et qu'il rappelle en passant. Il est caractéristique par ailleurs de voir que les questions linguistiques, littéraires, et l'histoire, pourtant longtemps confidentielle, de la renaissance d'oc depuis Mistral occupe une place non négligeable. Nous ne disposons d'aucun élément nous permettant de juger dans quelle mesure cet ouvrage a pu servir, dans la pratique, à l'enseignement de l'histoire dans les écoles associatives *calandretas* qui l'éditent et sont censées l'utiliser. Le fait qu'il soit intégralement rédigé en occitan, sans traduction, en réserve de toute façon la lecture à un public capable de lire en cette langue, ce qui exclut d'emblée la plupart des historiens universitaires, même spécialisés en histoire régionale du Midi de la France.

III. Que faire de « l'Occitanie »

Nous arrêtons ici notre tour d'horizon de la production historiographique occitaniste, en apparence sur un constat d'échec. Cet échec est d'abord d'ordre politique et sociétal, et renvoie à l'échec plus général de l'occitanisme politique des années soixante-dix, celui dont l'apparent succès avait suscité la production dont nous avons parlé. Cet échec politique renvoie-t-il, au-delà, à un échec scientifique ? On peut le croire à la lecture, sinon de l'*Histoire d'Occitanie* de 79 (on nous permettra de nous abstenir de tout jugement définitif à son sujet !) ou de celle de Robert Lafont, du moins de celles qui les ont précédées. Mais nous répétons que ce n'est pas sur le plan scientifique de toute façon que ces histoires militantes se situaient et entendaient être jugées. Et cela n'empêche pas de reposer maintenant la question initiale : un espace linguistique peut-il être étudié comme un espace d'histoire ? Bref, à côté de l'histoire régionale classique, qui se consacre à l'étude de territoires clairement situés, délimités, peut-on envisager la possibilité d'une histoire de l'ensemble de ces terres du Sud qui ont en partage une même langue ? Peut-on poser comme hypothèse qu'au-delà de cette parenté linguistique, elles partagent d'autres points communs, et qu'il vaut la peine que l'historien s'engage dans une enquête sur ces points, pourvu qu'il renonce au passage à chercher, naïvement, à définir une « identité occitane » close, et à chanter les louanges d'un homme d'oc auquel il ne trouverait bien entendu que d'immenses qualités ?

A première vue, rien n'est plus étranger à la démarche des historiens professionnels que cette idée. D'abord parce que parler d'Occitanie de la façon que l'on a vu plus haut, c'est quelque chose qui ne risque guère d'inspirer une grande confiance à un chercheur normalement constitué. Par ailleurs, il est clair que l'étendue même du territoire concerné excède de loin les dimensions du terrain ordinairement exploré dans le cadre d'une recherche de première main. Nous avons évoqué ce problème, qui n'est pas négligeable. Quiconque a consacré des années à dépouiller la documentation disponible pour une province donnée sait bien ce que représenterait l'extension de cette recherche aux provinces voisines, a fortiori si, au lieu de se concentrer sur une période donnée on cherche à rendre compte d'évolutions plus longues. Qui veut s'engager dans cette voie se verra assez vite contraint de se reposer sur les éléments réunis, ailleurs, par d'autres, qui n'auront pas nécessairement les mêmes hypothèses de départ. Ce n'est pas un hasard si l'essentiel des suggestions faites par Gérard Cholvy dans l'article des *Annales* cité plus haut concernent la période contemporaine dans le bas-Languedoc : c'est sur ce terrain-là d'abord que l'auteur se sentait légitime, et autorisé à émettre des hypothèses de travail. Ce scrupule de l'historien contraste avec la belle audace de l'amateur qui pense pouvoir, lui, chevaucher les limites provinciales et présenter une « synthèse » reposant sur des analyses au mieux partielles. Et puis, il y a la question de la langue. Nous l'avons suggéré plus haut, rien n'oblige un historien désireux de travailler sur le Midi de la France à connaître la langue qui y est, ou y était en usage, alors même qu'une bonne partie de la documentation disponible pour le Moyen Age est en occitan, et qu'il peut y avoir profit à travailler aussi sur les textes d'oc des époques postérieures à Villers-Cotterêts : Emmanuel Le Roy Ladurie l'avait compris, qui a utilisé les écrits occitans de l'abbé Fabre ou de Jasmin. Philippe Wolff, auteur au demeurant d'un ouvrage non dénué d'intérêt aujourd'hui encore sur les *Origines linguistiques de l'Europe occidentale*, (Paris, Hachette, 1970) en est réduit à s'excuser, dans son *Histoire du Languedoc*, de consacrer quelques pages à la naissance de la langue d'oc¹². Cela en dit long. Et peu ont suivi la voie ouverte par ces auteurs, qui n'étaient pourtant pas les premiers venus. D'une manière générale, l'historien ordinaire a bien du mal à concevoir que les faits de langue, la géographie des langues, les rapports entre les langues – ce qui relève de la sociolinguistique – puissent faire partie de son « territoire ». Autant de raisons qui ne militent pas en faveur de la prise en compte d'un espace occitan traversant les frontières historiques ordinaires. Mais nous pensons que la question vaut d'être posée.

Nous ne cherchons pas ici à faire rentrer sournoisement par la fenêtre une Occitanie qui vient de prendre la porte. Mais nous constatons tout simplement que le problème apparaît en filigrane dans bien des travaux d'historiens aussi peu suspects que possible de partager les partis pris militants des Larzac, Espieux et Nouvel. Oserons-nous dire que le spectre de l'Occitanie hante l'historiographie méridionale – et française de ces dernières années ?

12) WOLFF (Ph.) dir., *Histoire du Languedoc*, Toulouse, Privat, 1967, pp. 142-144.

Prenons l'ouvrage publié en 1992 (CNRS Editions) par une équipe de médiévistes autour de Michel Zimmerman sous le titre *Les sociétés méridionales autour de l'an Mil*. L'introduction du coordonnateur postule bel et bien l'originalité du processus de féodalisation de la partie méridionale du *regnum francorum*. Mais le volume comprend un chapitre sur la Provence, qui autour de l'An Mil ne relève pas du *regnum francorum* ou de ce qu'il en reste, et un autre sur la Catalogne qui non seulement ne s'intéresse plus guère alors à ce que peut penser le « roi des Francs » mais encore ne peut être considérée comme « méridionale » que si l'on fait abstraction de sa localisation aisément vérifiable dans le Nord de la péninsule ibérique. Cet ouvrage évite soigneusement de parler d'Occitanie ; il ne parle même pas de langue occitane, mais de langue « vernaculaire », ce qui est bien vague. Mais sa seule existence n'en pose pas moins ce grand Midi, incluant l'Auvergne, et, donc, la Catalogne, comme espace d'histoire spécifique à explorer. Si l'on se tourne vers d'autres historiens, on retrouve là encore le fantôme d'un Midi dépassant de loin les frontières provinciales. C'est Maurice Agulhon parlant de la sociabilité méridionale. C'est Michel Vovelle cartographiant les différences de comportement politique sous la Révolution et identifiant un « Midi » divers certes dans ses choix politiques – d'autant plus blanc dans certaines de ses sous-régions que la voisine est plus rouge et vice versa, mais partageant néanmoins un certain nombre de traits communs. Il faudrait aussi citer, aux lisières de l'anthropologie et de l'histoire, les cartes évocatrices d'Emmanuel Todd. Deux exemples particulièrement éclairants, dans leur caractère contradictoire même.

Voici l'*Identité de la France* de Braudel, qu'on ne présente plus. Dans son premier volume, tout un chapitre « Que la France se nomme diversité », inclut des considérations sur le fait linguistique, « langue d'oc/ langue d'oïl » : on y lit ceci :

« D'ordinaire ce qui se passe au Nord ne se passera pas de la même manière au Sud et vice versa : la civilisation, (façon de naître, de vivre, d'aimer, de se marier, de penser, de croire, de rire, de se nourrir, de se vêtir, de bâtir ses maisons et de grouper ses champs, de se comporter les uns vis à vis des autres) n'est presque jamais la même du oui nordique au oui méridional, de l'oïl à l'oc. Il y a eu, il y a encore, il y aura toujours, vers le Sud, une « autre » France »¹³.

Le géographe Xavier de Planhol, dans sa *Géographie historique de la France*¹⁴ consacre lui aussi tout un chapitre « les articulations majeures », aux différences internes à l'espace français, parmi lesquelles la différence Nord-Sud, oc/oïl occupe une grande place. A la différence linguistique s'en ajoutent dans les deux cas, d'autres, enracinées dans la longue durée : type d'habitat – concentré/dispersé, type de structures familiales – nucléaire, ou élargie, usages agraires – araire ou charrue, assolement biennal ou triennal, forme des toits – plats à tuile creuse, pentus avec d'autres modes de couverture : autant de critères qui divisent la France. Mais on note avec intérêt la façon dont nos auteurs, à peine ont-ils identifié ces cassures de l'espace national, s'ingénient à en minimiser la portée. Aussi bien Braudel que Planhol insistent sur le fait que la diversité des « patois » du Sud interdit en fait toute intercompréhension

13) Paris, Arthaud, 1986, T. 1, p. 73.

14) Paris, Fayard, 1988, pp. 149 sqq.

au-delà d'un certain rayon – idée qui ne peut être défendue que par quelqu'un qui n'a jamais fait l'expérience de l'intercompréhension interrégionale dans l'ensemble du Midi. Tous deux s'emparent avec volupté des travaux controversés du géographe auvergnat Pierre Bonnaud, qui arrache son Auvergne à l'ensemble occitan pour en faire la composante centrale d'une « médioromanie » linguistique à laquelle aucun romaniste sérieux ne croit. Et bien entendu, les cartes des uns et des autres s'arrêtent scrupuleusement aux limites de l'hexagone, masquant ainsi le fait qu'un nombre non négligeable de traits prêtés au « Midi » français renvoient en fait à un Sud bien plus large, le Sud européen, italique et ibérique. Dans cette perspective, on attachera une importance particulière aux faits migratoires tels qu'ils fonctionnent jusqu'à la révolution industrielle : on s'aperçoit alors que l'orientation majeure des courants de migration, temporaire ou définitive, sur l'aire occitane s'orientent majoritairement vers le Sud, et jusqu'en Espagne, y compris pour les zones de confins, dans les Alpes du Sud – vallées occitanes du Piémont comprises, en Auvergne ou en Limousin. Comme si c'était vers le grand Sud que les affinités linguistiques orientaient ceux qui quittent la partie Nord de l'espace d'oc.

Il vaudrait la peine d'aller plus loin dans les pistes ici ouvertes. De s'interroger par exemple sur un fait tout simple : la concordance globale entre les limites agraires ou anthropologiques dont il vient d'être question et une très ancienne limite politique, celle qui pendant tout le premier millénaire sépare, sur le cours de la Loire, une Gaule aquitaine et narbonnaise – le fameux diocèse de Vienne entrevu, à sa rustique façon, par le couple Dupuy-Nouvel, et qui, de Wisigoths en duché d'Aquitaine survit jusque vers l'an Mil. On remarque bien sûr que la limite Nord de cette Aquitaine ne correspond pas à la limite *oc/ oïl*, mais la dépasse assez largement vers le Nord. Sauf à admettre l'hypothèse du grand romaniste Walther von Wartburg, pour qui l'aire initiale du proto-français s'arrêtait justement sur la Loire¹⁵, on est amené à envisager l'idée que le clivage Nord-Sud dans l'espace français ne se confond pas uniquement avec le clivage linguistique.

On est ici dans le domaine de la longue durée. Peut-on aller plus loin et reprendre l'examen, sur le temps court cette fois, de certains des « événements » dont les historiens occitanistes faisaient si grand cas ? En restituant ainsi à l'épisode central du XIII^e siècle, la Croisade albigeoise, et, au-delà, à toute l'histoire du « Midi » entre le XI^e et le XIII^e siècle, sa véritable ampleur ? On reconstituera alors un tableau géopolitique dans lequel la rivalité entre les maisons de Toulouse et de Barcelone, avec pour enjeu la maîtrise du littoral méditerranéen entre Italie et Espagne, occupe tout le XII^e siècle dans le cadre de ce que Charles Higounet appelait la « grande guerre méridionale ». Lue de ce point de vue, il est clair que sont indissolublement liées les histoires provinciales du Languedoc, de la Provence, du Dauphiné Méridional, du Rouergue, du Gévaudan, de la Catalogne, du Béarn et des autres principautés pyrénéennes, et que dès lors, toute démarche qui prétendrait se limiter à l'examen des seuls faits qui concernent étroitement le territoire de ces entités se condamne à

15) *La fragmentation linguistique de la Romania*, Paris, Klincksieck, 1967.

ne rien comprendre à ce qui se joue réellement. De même que l'installation somme toute tardive de la monarchie capétienne en Languedoc prépare, à terme et de façon presque mécanique la conquête des deux ailes qui l'entourent, en Aquitaine comme en Provence

Peut-on revisiter de la même façon la récurrence des dissidences et des révoltes qui secouent le Midi tout au long de l'Ancien Régime, et au-delà, si l'on prend en compte les derniers soulèvements antifiscaux qui accueillent en 1848 l'impôt des quarante-cinq centimes ? Si l'on s'en tient au seul XVII^e siècle entre les années trente et cinquante, la lecture des cartes de Boris Porchnev¹⁶ à propos des soulèvements populaires du temps révèlent une densité maximale des révoltes au Sud du royaume. Que cette dimension n'ait pas paru centrale, vue de Moscou, à Porchnev qui cherchait autre chose, ne signifie pas qu'elle n'ait pas de signification. Si l'on renonce à expliquer cette récurrence de la révolte par l'esprit libertaire des Occitans, on n'en devra pas moins chercher à la comprendre. On pourra alors se demander si ce refus de l'impôt n'a pas à voir avec la défense des privilèges des communautés et des provinces, des pays d'Etat, ou de ceux qui aimeraient bien avoir eux aussi leurs Etats – mais alors comment expliquer que d'autres pays d'Etats, la Lorraine, la Bretagne, même, ne se révoltent pas aussi souvent que les provinces méridionales ? Comment ne pas noter la concomitance, un peu avant, de la révolte antifiscale des Cascaveous en Provence, et de Montmorency en Languedoc, dans les deux cas justement au moment où Richelieu essaye de supprimer les Etats, même si l'absence de coordination entre les deux mouvements interdit d'y voir la manifestation d'une sorte de réaction « occitane » commune aux deux rives du Rhône ? Si on laisse de côté la question de l'impôt, ne peut-on s'interroger sur la persistance, jusqu'au XIX^e siècle, de comportements d'insoumission particulièrement forts au Sud, là encore, si on se réfère aux cartes publiées par Eugen Weber dans *La Fin des Terroirs* ? Tout semble se passer comme si ces régions éloignées, à tout point de vue, du centre du royaume considéraient que l'autorité de ce dernier se doit de respecter à leur égard un certain nombre de précautions. Comme si la périphérie sud, nourrie de droit romain, se référait continuellement à une sorte de contrat implicite avec l'Etat limitant les exigences que ce dernier est en droit de formuler à leur égard.

Enfin, à un autre niveau, on ne peut négliger les faits de culture et de mentalité. Depuis les travaux d'Yves Castan pour le Languedoc, on a commencé à entrevoir la façon dont les Languedociens du XVIII^e siècle concevaient leur rapport aux hiérarchies sociales et à l'institution judiciaire. Depuis, les travaux de François Ploux sur les *Guerres paysannes en Quercy* ont attiré l'attention sur cette société « d'honneur » qui entend bien demeurer opaque face à la justice nationale, et préfère régler ses comptes en interne, entre omerta, vendetta, et petits arrangements entre ennemis¹⁷. De tels comportements se retrouvent ailleurs au Sud. Ils s'accompagnent d'une violence endémique qui frappait les contemporains, lesquels souvent d'ailleurs la rapprochaient de celle des autres terres du Sud, Espagne et Italie. On est bien

16) *Les soulèvements populaires en France au XVII^e siècle*, Paris, Flammarion, 1972.

17) Paris, BH, 2002.

sûr loin, ici, de l'image idyllique d'Occitans tolérants et humanistes. Mais on n'en a pas moins les contours d'une spécificité marquée. Enfin il reste à faire sa place au fait linguistique, aux rapports entre diffusion du français et persistance de l'occitan, comme d'une expression culturelle et littéraire propre – orale ou écrite. On doit aussi s'interroger sur l'existence, précoce, d'un ethnotype, d'une image stéréotypée de l'homme du Sud véhiculée par le sens commun au Nord : comme si au fond le regard – ô combien critique ! du Nord identifiait spontanément une différence méridionale que les méridionaux eux-mêmes se gardent bien le plus souvent, de revendiquer.

C'est chez les historiens français que nous avons trouvé la plupart des exemples que nous avons pris – sauf donc pour ce qui concerne les dimensions linguistique et littéraire que ces historiens le plus souvent ignorent ou négligent. Au fond, c'est une voie qu'à sa manière Jean Larzac avait déjà suivie, comme on l'a vu plus haut. Sans le chercher – et parfois même, comme pour Braudel en le regrettant quelque peu, ces historiens identifient les éléments d'un puzzle qui, une fois reconstitué, révèle les contours d'un Grand Sud français, lequel se différencie du Nord moins par des événements qui lui sont totalement propres, que par des traits structurels de grande ancienneté, qui marquent aussi bien les paysages que les structures sociales, mentales, et les comportements. De ce point de vue, il nous semble possible de répondre positivement à l'interrogation initiale : on peut identifier, au-dessus des provinces communément reconnues, un ensemble plus vaste qui les dépasse en les contenant. Ce qui ne veut pas dire que cet ensemble supra-régional se confond totalement avec les limites de la langue d'oc. On a plutôt affaire à un faisceau assez large de limites Nord/Sud qui ne se fondent pas dans une frontière tracée au cordeau. Et l'aire de la langue, si elle englobe la majeure partie de ce Sud français, ne le contient pas, ou ne le contient plus depuis si longtemps que cela n'a plus d'importance. On peut admettre que la communauté de langue – par delà les variations dialectales, implique une communication entre les diverses régions qui entrent dans l'espace occitan – et de ce point de vue, ce sont peut-être les faits migratoires, temporaires notamment, unissant les montagnes et les plaines ou les vallées du Sud, entre Rhône et Garonne, qui témoignent le mieux de l'importance de cette communauté de langue comme créatrice de solidarités et d'affinités vécues. Mais réduire ce grand Sud à la seule « Occitanie » serait réducteur.

On ne saurait oublier d'autre part que les faits dont il a été question appartiennent pour l'essentiel au passé, et que l'homogénéisation à l'oeuvre au cours des deux derniers siècles a effacé les plus marquants : on ne se révolte plus (violemment du moins) contre le fisc, ou contre la conscription, on ne laboure plus avec l'araire, et sur la moitié de l'exploitation, le droit écrit n'est plus l'apanage des terres du Sud, les colporteurs de Barcelonnette ne vont plus exercer à Barcelone – ni ailleurs au demeurant, et la situation de l'occitan comme langue parlée est des plus préoccupantes. Au fond, si l'on devait résumer l'histoire du pays dont nous avons parlé, on pourrait en faire l'histoire d'une frange Nord de l'Europe du Sud qui au fil des siècles a été rattachée à un centre qui relève, lui, de l'Europe du nord. Et dans un second temps on pourrait parler d'un mouvement de ciseaux : au fur et à mesure que l'évolution sociale, politique, économique désintègre ce Sud et aplanit les plus visibles des différences

qui le séparent de son Nord, on voit contradictoirement son identité se reconstituer comme objet culturel, à travers la prise de conscience et le désir d'un certain nombre de ses habitants. Et si, dans le cadre de cette histoire du Sud, il devait y avoir une histoire de « l'Occitanie », ce serait peut-être bien l'histoire de ce désir et de cette conscience.

Plus largement, et pour délaïsser le cas occitan au profit d'une réflexion plus générale sur le thème même de notre colloque, il y a au fond deux façons de concevoir l'histoire « régionale » qui peuvent se révéler mutilantes. Soit on voit la région comme un simple cadre, un champ d'expérience localisé, car il faut bien en trouver un quelque part, mais qui ne servira au fond qu'à étudier, sur un territoire aisément maîtrisable par la recherche, un phénomène de nature très générale : le féodalisme, ou la naissance du capitalisme, le conflit droite-gauche, *ad libitum*, dans l'arrondissement de Sisteron, ou le département du Gers, ou le Vivarais au XVII^e siècle – là ou ailleurs, au fond... Quitte à découvrir chemin faisant que ce que l'on trouve là ne correspond pas totalement au « modèle » élaboré par les grands maîtres à l'échelon national. Ce que l'on rangera, si on n'a pas envie de se poser trop de questions, dans la rubrique de cette belle diversité qui fait le charme de l'unité française, mais qu'on pourra aussi poser comme objet d'une recherche en soi. A l'inverse, certains cèderont à la tentation, en sachant qu'ils trouveront sur place un public conquis d'avance, de chercher avant tout la spécificité du « pays » étudié, au nom de l'amour de la terre natale, ou de la fierté d'une appartenance enracinée, ou d'un patriotisme régional débouchant sur un projet politique. L'exemple de l'historiographie occitaniste des années 70 nous paraît, malheureusement, assez représentatif d'une telle démarche, qui ne va pas dans le sens d'une connaissance sereine de l'objet de la recherche – et qui même d'un point de vue militant peut à la longue se révéler contre-productive, car trop caricaturale pour vraiment convaincre.

Entre ces deux écueils, il y a pourtant la place pour une approche plus dynamique du fait régional, qui ne privilégie pas le territoire tel qu'en lui-même, enfermé dans ses limites traditionnelles, mais envisage au contraire dialectiquement le fonctionnement des espaces concentriques dans lesquels le territoire est enserré. Dès lors, l'histoire de la Provence ou du Languedoc ne se comprend totalement que couplée avec celle de leurs hinterlands montagnards, et rapportée à l'histoire de tout le littoral méditerranéen entre Gênes et Barcelone, ou, plus largement, à l'histoire de tout l'espace linguistique et culturel d'oc, ou, encore plus largement, à celle de toute l'Europe du Sud, et, bien sûr, à celle de la France. A travers l'analyse de ces emboîtements, successifs ou simultanés, il devient possible d'entrevoir les dynamiques sociales, économiques, humaines à l'œuvre dans ces divers étagements spatiaux, et les liens qui unissent/confrontent ces derniers. Vue sous cet angle, il nous semble que l'histoire « régionale » du Midi, comme d'autres ailleurs bien sûr, cesse d'être une histoire secondaire abandonnée aux érudits locaux à la mode du XIX^e pour devenir un des observatoires à partir desquels, de proche en proche, l'histoire générale peut être abordée. Et c'est alors que par delà les outrances militantes auxquelles elle a parfois donné lieu, l'interrogation sur le fait occitan peut se révéler scientifiquement féconde.

ANNEXE : quelques sommaires :

- *Histoire d'Occitanie*, (Espieux) : **Ch. I**, L'Occitanie, un pays. **Ch. II**: L'Occitanie, une nation. **Ch. III** : L'Occitanie, une civilisation. **Ch. IV** : Conquête de l'Occitanie. **Ch. V** : L'Occitanie et la formation de la nation française. **Ch. VI** : L'Occitanie dans la France de l'Ancien Régime. **Ch. VII** : L'Occitanie et les Temps Modernes (1789-1944). **Ch. VIII** : L'Occitanie et l'époque contemporaine.

- *Petit livre de l'Occitanie* (Larzac): **I** Préhistoire des croisades anti-occitanes. **II** Conquête militaire de l'Occitanie. **III** : La IV^e Croisade anti-occitane : répression des protestants. **IV** : La colonisation fiscale. **V** : La colonisation administrative. **VI** La colonisation mentale, linguistique, économique.

- *Historique de l'Occitanie* (Dupuy-Nouvel) : **I** Les pays de la langue d'oc. **II** La nationalité occitane. **III** La Provence. [XI-XIII^e] **IV** La langue d'oc ou Occitania [XIV-XV^e]. **V** La Gascogne [XVI-XVIII^e] **VI** Le Midi [XIX^e]. **VII** L'Occitanie retrouvée [XIX-XX^e]. **VIII** La réalité occitane.

- *Histoire des Pays de langue d'oc* (Y. Rouquette) : **I** Avant l'histoire, des hommes comme nous. **II** La marque de Rome. **III** Les Wisigoths : les conquérants assimilés. **IV** Francs et Arabes ; Nord contre Sud. **V** L'Occitanie occitane. **VI** : Croisade, Inquisition ; la perte de l'autonomie. **VII** : Pays déchiré, pays dominé. **VIII** : Espérances, révoltes et récupération française. **IX** : « Grands » siècles: mise au pli et révoltes en tout genre. **X** Révolution, Empire, parole prise et confisquée. **XI** XIX^e siècle : les colonisés colonisateurs. **XII** Le morne entre deux guerres. **XIII** 1939-1945 : zone libre et maquis d'Occitanie. **XIV** Volèm viure al país.

- *700 ans de révoltes occitanes* (G. de Sède) **1** L'Occitanie, qu'es aquò ? **2** Bernard Délicieux, le défi à l'Inquisition. **3** Des Tuchins aux Croquants. **4** L'Ormée : une république à Bordeaux sus Louis XIV. **5** Les Camisards, Guérilleros et prophètes. **6** Lutte sociale et psychodrame : l'étrange guerre des Demoiselles (1829-1872). **7** 1851 : La Provence prend les armes contre Badinguet. **8** La Commune naît en Occitanie. **9** 1907, les raisins de la colère. **10** L'Occitanie, de nos jours.

Geschichten von Okzitanien

Philippe Martel

Von der *Histoire d'Occitanie* von Henri Espieux (1970) bis zur *Petita Istòria europèa d'Occitània* von Robert Laffont (2003) hat die zeitgenössische okzitanische Bewegung eine Reihe von Werken hervorgebracht, die sich vornehmen, die Geschichte von "Okzitanien" zu schreiben. Das ist keine leichte Aufgabe - nicht nur weil die meisten beteiligten Autoren keine Fachhistoriker sind, sondern noch mehr weil ihr Gegenstand kein Gebiet ist, das irgendwann eine politische Einheit gebildet hätte, wie etwa die Bretagne, sondern ein Sprachraum, dessen verschiedene Teile nie derselben Staatsgewalt unterstanden, denn okzitanisch spricht man auch in Spanien und in Italien. Man ahnt, daß diese Thematik ganz andere Probleme aufwirft, als die sonstige Landes- oder Regionalgeschichte.

Dabei hatten die Autoren jener "okzitanistischen" Geschichten nicht so sehr die Absicht, diese Schwierigkeit zu meistern, indem sie sich etwa Fragestellungen hätten einfallen lassen, die ein über das Sprachliche hinausgehendes okzitanisches Ganzes herausgearbeitet hätten. Vielmehr kam es ihnen darauf an, der okzitanischen Bewegung und ihrer potentiellen Leserschaft einen stimmigen Diskurs zu bieten, der sie auch beruhigt und bestätigt - also einen Identitätsmythos im Dienste eines politischen Projektes, eher als eine "wissenschaftliche" Geschichtsschreibung. Daher verbreiten sie die These, es gebe einen okzitanischen Volk mit hohen Tugenden (Toleranz, Freiheitsliebe), und ihm gegenüber ein viel unsympathischeres Nordfrankreich. Das ermöglicht es ihnen, die "Geschichte von Okzitanien" darzustellen als die zwei Jahrtausende währende Konfrontation zwischen freisinnigen und widerspenstigen Okzitanern und einem absolutistischen bzw. "jakobinischen" französischen Staat, der stets bereit war, jeden Befreiungsversuch der okzitanischen Landen zu unterdrücken. Von den Westgoten oder den Katharen bis zum Winzeraufstand von 1907 über die Camisards und die Girondins zieht sich so eine lange, eine blutige Leidensgeschichte hin - aber die okzitanische Seele läßt sich nicht unterkriegen ...

Hier soll nicht versucht werden, diesen "nationalen" Diskurs zu rechtfertigen, auch nicht umgekehrt alle Verbiegungen, denen er die Vergangenheit der okzitanischen Landen unterwirft, richtigzustellen. Vielmehr soll versucht werden, seine Mechanismen und seinen ideologischen Hintergrund herauszuarbeiten - ohne dabei eine schwierige, aber wichtige Frage zu vergessen : ist ein Sprachraum nicht auch, gewissermaßen, ein Geschichtsraum ? Und kann man daher an einer Geschichte des südfranzösischen Raums arbeiten, in seinen anthropologischen, mentalen und kulturellen Strukturen, die kein mythologisches Konstrukt wäre ?

Résumé

Peut-on écrire l'histoire d'un espace linguistique ne correspondant pas à une entité politique ou administrative identifiée, et recouvrant en fait plusieurs régions ? Le mouvement de revendication culturelle et linguistique dit occitan s'y est essayé, notamment dans le dernier tiers du XX^e siècle, en produisant un discours souvent plus idéologique que scientifique. Cela suffit-il à invalider la question posée ? Et en traitant d'un espace culturel transrégional peut-on entrevoir des dynamiques d'histoire dépassant les cadres territoriaux – locaux, provinciaux, nationaux, ordinairement reconnus ?

Summary

Is it possible to write the story of a linguistic area that does not exactly fit a specific political or administrative entity but that actually extends over several regions ? The activists of the “occitan” cultural and linguistic movement made an attempt at it, actually suggesting answers that sounded more ideological than scientific. Does this mean the question is not valid ? And is dealing with such a “transregional” cultural area the recognition of the dynamism of history that applies not only to territorial – whether local, regional or national- areas, as generally admitted ?

Philippe Martel

Philippe MARTEL. Né en 1951. Agrégé d'histoire (1974). Participe à l'Histoire d'Occitanie, dir. A. Armengaud, R. Lafont (Paris, Hachette, 1979).

Docteur III^e cycle (1980). *Les Cathares et l'histoire*, Toulouse, Privat, 2002. CNRS (1983).

Docteur d'Etat (1993), avec une thèse (dir. M. Agulhon), *Les félibres et leur temps, renaissance d'oc et opinion 1850-1914*, à paraître aux Presses Universitaires de Bordeaux. Chargé de recherches au CNRS, chargé de cours (civilisation occitane) à l'Université Paul Valéry-Montpellier III (dpt d'Occitan).

